



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 19 JUIN 2024 - N° 1281- 54^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Racket

Le lundi 10 juin, la Commission de régularisation de l'énergie (CRE) a annoncé que le prix du gaz allait augmenter de 11,7 % au 1^{er} juillet prochain pour atteindre 129,20 euros par mégawattheure (MWh). La hausse de ce tarif concerne des millions de ménages abonnés au gaz.

Selon la CRE, la hausse du coût de l'énergie est en partie liée à l'évolution des cours de marché du combustible ainsi qu'à une progression des tarifs de distribution. Mais à y regarder de plus près, l'envolée du prix du gaz découle avant tout d'une baisse de la consommation ! En effet, la quantité de combustible distribuée aux ménages a baissé de 12,8 % en 2022-2023 suite aux prix trop élevés et aux efforts de sobriété des consommateurs (d'après un rapport de la CRE). De surcroît, comparé au tarif réglementé qui prévalait en juin 2021, on observe une hausse du prix repère de la CRE de 74 % alors que les cours de marché du gaz sont au même niveau qu'il y a trois ans ! Sans compter que le gouvernement a augmenté la taxe sur le gaz de 8 euros par MWh au 1^{er} janvier. Le mensonge de la concurrence « libre et non faussée » au profit du consommateur n'est plus à démontrer...

Les Français sont la première cible du système : voyant leurs moyens de plus en plus restreints, certains n'ont pas eu d'autre choix que de se passer de chauffage l'hiver dernier. Pour avoir commis ce crime de lèse-majesté, on les punit une fois de plus par la sanction tarifaire.

Réforme des retraites, assurance chômage, baisse du taux de livret A, augmentation de la CVEC (contribution à la vie étudiante et de campus)... ce harcèlement punitif continu du système financier associé au gouvernement n'est plus tolérable.



WIKIMEDIA © MOSSOT

Ils parient sur la peur

Emmanuel Macron veut compenser la haine qu'il a suscitée contre lui par la peur du lepénisme dont il est le fourrier.

Injustifiée, la dissolution met le Rassemblement national aux portes du pouvoir. Pour celui qui se posait en rempart contre Marine Le Pen, c'est une contre-performance. Elle met en péril la paix dans notre société en proie à la dialectique de la haine et de la peur. Haine

d'Emmanuel Macron, qu'il a provoquée. Peur d'un fascisme imaginaire, surexploitée par la gauche et la macronie. Haine des immigrés ou supposés tels que le Front national a longuement cultivée. Haine des « sionistes » exploitée par La France insoumise. Peur du chaos fi-

nancier cultivée par la gouvernance oligarchique.

L'exploitation des paniques politiques, sociales et identitaires dans une société brutalisée de multiples manières est un crime qu'il faut sans cesse dénoncer. L'article de B. La Richardais en page 2.

Quel imaginaire ?

La pauvreté de l'imaginaire politique, aujourd'hui, a des causes historiques qu'il importe de rappeler.

Pauvre d'idées, la campagne des législatives, comme celle des européennes, mobilise un imaginaire pauvre, voire caricatural. Les protagonistes actuels et leurs communicants ne sont pas seuls en cause. L'ordre imaginaire, qui n'est pas l'ordre historique, s'est délité depuis plusieurs dizaines d'années et le « roman » ou récit national a été délaissé ou méprisé par

de vastes secteurs de l'opinion publique. Le gauchisme culturel en est largement responsable, dans un contexte de « montée de l'insignifiance » que dénonçait le philosophe Cornelius Castoriadis. La rupture avec la geste gaullienne doit être effacée par le double travail de l'histoire et de la mémoire. L'article de Gérard Leclerc en page 11.

Dans ce numéro :

Page 4 : Une loi agricole nettement insuffisante.

Pages 5 et 12 : Leçons de la campagne européenne pour le PS et pour les écologistes.

Page 6 : Des européistes soulagés.

Page 7 : Inde : la démocratie du futur.

Page 14 : Résistance royaliste : Raymond Marin.

Page 16 : Éditorial - Emmanuel macron en perte de contrôle.

La haine et la peur intriquées

Sans jamais prendre conscience de la haine massive dont il est l'objet, Emmanuel Macron continue de construire ses campagnes électorales sur la peur de l'extrême droite. Jean-Luc Mélenchon mise lui aussi sur la peur d'un fascisme fantasmatique et joue avec le feu.

Dès 2017, Emmanuel Macron s'est posé en rempart contre l'extrême droite, sans jamais hésiter à mobiliser la mémoire de la Résistance qu'il n'a jamais comprise ni respectée. Il a donné à cette posture un semblant de théorie qui consistait à opposer le « progressisme » qu'aurait incarné la macronie au « nationalisme » du Front national sans jamais se poser de questions sur les mutations de ce parti.

Bien entendu, le candidat du « cercle de la raison » oligarchique était incapable de comprendre que sa gestion managériale de la *start-up nation* renforçait, mois après mois, l'électorat de Marine Le Pen. Au fil des crises engendrées par l'impéritie de la « gouvernance », les postures et les petites phrases méprisantes d'Emmanuel Macron ont fait naître, chez des citoyens très divers et même parmi les plus posés – nous en sommes témoins –, un sentiment de haine. Une haine annoncée comme telle, qui ne doit rien à l'envie, au dépit, à l'aveuglement. Bien au contraire, c'est une haine lucide, résolument politique, donc non meurtrière, qui vise un homme incarnant la caste qui est en train de saccager le pays et de ruiner sa politique étrangère.

Aveugle sur cette haine lucide, la macronie a cru pouvoir limiter les dégâts et sauver les apparences le 9 juin en jouant mécaniquement sur la peur de l'extrême droite. Une fois encore, Emmanuel Macron a pris la pose et disserté aux Glières et en Normandie. Valérie Hayer a invoqué Munich lors du lancement de sa campagne, puis la fondation du Front national par un ancien SS sans que l'évocation pataud ou obscène des « heures sombres » fasse reculer les électeurs décidés à voter pour le Rassemblement national.

Le thème du retour du fascisme n'a pas marché le 9 juin parce que Marine Le Pen, Jordan Bardella et les députés du



© BERTRAND RENOUVIN

Manifestation du Nouveau Front populaire à Paris le 15 juin 2024.

Rassemblement national n'ont aucun lien avec l'extrême droite ligueuse des années trente, le fascisme mussolinien et la Collaboration. Les propagandistes de l'Élysée ne se rendent pas compte qu'une grande partie de la jeunesse ne comprend pas le sens des allusions à Munich – même si elle se souvient de ses cours d'histoire – et à la Milice dont elle ne voit nulle trace dans les rues des villes.

Cette évidence ne préoccupe pas plus la direction de la France insoumise et les activistes des groupes d'extrême gauche. Jean-Luc Mélenchon, qui a de solides connaissances historiques, surjoue la « menace fasciste ». On a compris depuis longtemps qu'il espé-

rait être le sauveur de la République et de la démocratie en cas de victoire du Rassemblement national, après avoir lancé des appels à l'insurrection lors de sa campagne sur (et non pour) Gaza. Ce qui est un jeu tactique pour le patron de la France insoumise est pris au sérieux par de jeunes militants qui, sur leurs pancartes, souhaitent la mort de Jordan Bardella, sans comprendre qu'ils apportent des voix à leurs ennemis.

Faute d'idées communes, à gauche, et faute d'idées tout court, à droite et au centre, la campagne des législatives se fera sur des pulsions. Pour conforter son unité de façade, le nouveau Front populaire va ressortir l'attirail antifasciste

des années trente et cultiver la peur dans le camp de la gauche. Or le vrai sujet, c'est la haine identitaire diffusée par le Front national et qui reste massivement dans le capital du Rassemblement national. Mais une partie de la gauche est mal placée pour lui répliquer puisqu'elle s'est délibérément placée dans la spirale identitaire et va passer de l'agitation sur Gaza à la mobilisation des quartiers périphériques contre les lepénistes.

En attendant de puiser dans le même stock commun de l'antifascisme électoral, la macronie et la droite libérale cultivent, depuis l'annonce de la dissolution, la peur de la crise financière. Le jeune Bardella et ses amis vont vider

Sur le mur de Jean Chouan

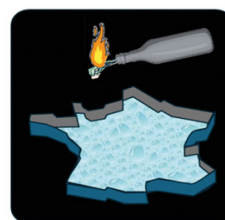
C'EST UN VRAI SCIENTIFIQUE, MACRON. EN CE MOMENT IL FAIT DE LA POLITIQUE EXPERIMENTALE SUR LA GUERRE CIVILE...



... COMME CELLE DE 1936 EN ESPAGNE. POUR ÇA IL COMMENCE PAR METTRE NOTRE PAYS EN ÉBULLITION. CECI FAIT ...



... IL Y JETTE UN COCKTAIL-MOLOTOV À SA FAÇON : UNE MESURE DE PEUR, UNE DE HAINE, AVEC LA DISSOLUTION COMME MÊCHE, ET IL REGARDE LE RÉSULTAT :



SI ÇA PÊTE POUR DE BON COMME EN ESPAGNE EN 36, CE S'ERA LE JACKPOT, IL AURA RÉUSSI SA DÉMONSTRATION !



Avec lui, le chaos...

les caisses ! C'est la ruine des épargnants, des retraités, des salariés ! La remontée des taux d'intérêt annonce une crise de la dette ! Macron le dit. Le Maire le répète. *Le Figaro* en rajoute une couche et l'étale. Il est vrai que la Bourse baisse et que la haute spéculation joue la hausse des taux d'intérêt. Dans les prochaines semaines, il faudra lire attentivement les éditoriaux de la presse financière et observer l'écart entre les taux français et allemands.

Si les passions et les pulsions évoquées étaient vécues à différents moments de la vie politique, les effets sur la société française seraient limités. Ce qui doit inquiéter au plus au point, c'est l'intrication actuelle des haines et des peurs exploitées dans un but électoral mais qui peuvent enclencher un cycle d'autant plus violent que la société est fragilisée par quarante années de néolibéralisme.

La guerre civile est toujours latente dans la société. Le propre du pouvoir est d'en limiter le risque en arbitrant, afin de maintenir le conflit dans les limites du débat démocratique. Au contraire, Emmanuel Macron agit depuis 2017 en petit entrepreneur d'une guerre sociale dont il ne maîtrise pas les effets. ■

B. LA RICHARDAIS.

La future Assemblée nationale ne pourra se réunir de plein droit que le 18 juillet, soit à une semaine du début des Jeux olympiques. Ou quand Emmanuel Macron fait le choix du chaos...

Au soir du 9 juin, la forte avance de la liste RN n'a surpris personne et surtout pas le chef de parti qu'a toujours été Emmanuel Macron depuis sa première élection, en 2017, en refusant d'assumer pleinement le rôle d'arbitre que lui attribue la Constitution, sauf à le parodier pour mieux accomplir sa feuille de route néolibérale.

Ayant anticipé l'échec électoral qu'il allait subir et ne supportant pas de ne plus être au centre du jeu, il a cyniquement prémédité de mettre en œuvre le chaos dès l'annonce des résultats pour mieux se présenter comme le seul rempart contre ce dernier. Il bafoue ainsi les règles de la démocratie en contraignant les formations politiques à conclure des alliances purement tactiques (et donc forcément éphémères, tel le « Front populaire ») établies sur des programmes improvisés et bâclés et s'appuyant sur de la « communication » et de vagues promesses creuses.

A quelques semaines de l'ouverture des Jeux olympiques, il expose ainsi la France à une humiliation mondiale si les



© DELORME.

violences sociales qui couvent depuis longtemps – et dont il est directement responsable – venaient à s'exprimer, ou si des actes terroristes survenaient à cause de la faiblesse affichée de la puissance publique. Il impose également aux élus et employés municipaux un énorme et complexe chantier pour organiser, en quelques semaines, le grand chambardement que représente un vote dans tout le pays. Aux dates choisies, les salles municipales sont prises et il faudra donc dans l'urgence modifier tous les agendas, annuler les réceptions et les fêtes prévues dans ces locaux et cela pendant deux semaines consécutives. Les budgets déjà très serrés des petites communes seront lourdement grevés par les charges nouvelles ainsi créées.

De plus, ces élections vont se dérouler dans un climat détestable. Même le possible gagnant de la partie, le Rassemblement national, tout en simulant le contraire, s'y dirige en traînant les pieds. En effet, ses dirigeants sont conscients des difficultés qu'il faudra affronter en cas de succès du fait de sa préparation insuffisante, car inachevée, à la gestion des affaires publiques.

Par ailleurs, Emmanuel Macron ayant déclaré qu'il ne démissionnerait pas quoiqu'il arrive, une majorité parlementaire RN ou des droites coalisées, qu'elle soit absolue ou relative, ne pourrait conduire qu'à une paralysie sociale et politique du pays. Et devant l'hystérie « anti-fasciste » et les délires irrationnels et violents du « Front populaire sans peuple », qui n'a rien compris ni rien appris de ce qui se jouait dans la société française (1) depuis plus de vingt ans, il y a de quoi être inquiet.

Emmanuel Macron n'est pas un rempart contre le chaos : il EST le chaos. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). Christophe Guilluy : <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/christophe-guilluy-avec-la-dissolution-macron-cherche-moins-a-repondre-a-la-crise-democratique-qu-a-l-invisibiliser-20240610>

La politique au crible

■ **Méluche en douceur.** – Une dissolution intempestive, cela peut vous changer un homme. La preuve par Mélenchon. Qui oserait encore se souvenir de ses appels à l'insurrection des banlieues, de son indéfectible dévouement aux Gazaouis, de son antisionisme hors limites, des drapeaux palestiniens brandis par ses partisans, des sarcasmes et insultes dont toute une gauche fut accablée ?

Voici un brave homme, pétri d'humilité, prêt à servir le Peuple de toutes ses capacités primo-ministérielles, mais soucieux de ne pas provoquer gêne, malaise et embarras. Oubliez Robespierre. Voici Édouard Herriot.

■ **Hallucinations médiatiques.** – Après le putsch d'Éric Ciotti, les médias ont prononcé l'oraison funèbre du parti dénommé Les Républicains, présenté comme

l'héritier du gaullisme originel. Comme si Jacques Chirac, malgré quelques sursauts, et Nicolas Sarkozy n'avaient pas été les liquidateurs de la politique gaulienne. Comme si le Niçois, avec Alain Juppé, François Fillon et les autres, n'avait pas défendu la « monnaie unique », le traité de Lisbonne et le retour dans le commandement intégré de l'OTAN...

■ **Bruno voit rouge.** – Ministre en sursis, Bruno Le Maire a du temps pour passer au crible de ses immenses connaissances le programme du Rassemblement national. Le verdict est sans appel : ce programme est « marxiste » !

Un éclat de rire dans une situation dramatique, c'est toujours ça de pris. Le ministre d'une économie en croissance zéro semble ignorer qu'une très large fraction de l'opinion publique se contrefiche du marxisme. Nous ne sommes plus en 1950 ! Certes,

il est possible et même probable que Bruno Le Maire cherche seulement à faire frissonner la classe possédante. En ce cas, son gigantesque effort conceptuel va tomber à plat. Directeur délégué de la rédaction des *Échos*, donc à l'écoute du Grand Capital, Dominique Seux confiait le 13 juin sur le plateau de C dans l'air, que les milieux d'affaires craignaient plus Jean-Luc Mélenchon que Jordan Bardella. Il est vrai que le jeune candidat à Matignon s'emploie depuis des mois à tranquilliser le patronat. Au lendemain du 9 juin, il a annoncé que l'abandon de la réforme des retraites ne serait pas possible.

■ **Sous l'égide de Bolloré.** – C'est dans le bureau de Vincent Bolloré que se serait conclu, le 10 juin, le pacte entre Éric Ciotti et Jordan Bardella. Raphaëlle Bacqué, qui a révélé l'affaire dans *Le Monde* du 14 juin, n'a pas été démentie. L'information n'a pas non plus

fait scandale. Qu'un homme d'affaires puissant décide d'organiser un arrangement électoral entre deux responsables politiques, voilà qui est considéré comme une plate banalité. On apprend dans le même article que Vincent Bolloré n'apprécie guère Marine Le Pen – « Elle est de gauche » – et préfère Jordan Bardella. Si celui-ci est appelé à former un gouvernement, on sait maintenant qui en tirera les ficelles.

■ **La Poste en Amazon.** – Président délégué du RN à l'Assemblée nationale, Jean-Philippe Tanguy annonce que, pour faire des économies, le service public postal sera reporté sur Amazon. Abandonner La Poste à une entreprise américaine, typique du capitalisme de plateforme et de l'exploitation du personnel employé, c'est là un procédé pour le moins paradoxal de reconquête de la souveraineté et de protection des travailleurs.

SYLVIE FERNOY.

Une loi agricole nettement insuffisante

Comme les autres textes parlementaires en cours, la loi agricole adoptée en première lecture voit son parcours législatif suspendu dans l'attente de l'élection d'une nouvelle assemblée. Tant mieux.

On pourrait qualifier le texte agricole adopté le 28 mai dernier par l'Assemblée, de compromis entre la faible marge de manœuvre du gouvernement corseté par les orientations de la politique agricole commune (PAC) élaborée à Bruxelles, et les revendications du syndicat majoritaire, aux inclinations libérales, la FNSEA, que l'on ne présente plus. Un texte de loi que n'approuvaient donc ni la Coordination rurale, souverainiste, ni la Confédération paysanne, proche de la gauche radicale.

Si la majorité présidentielle a voté pour ce texte, le Rassemblement national et la gauche non communiste ont voté contre, tandis que le groupe LR s'est partagé entre abstention et vote favorable. Le groupe LIOT (centristes et régionalistes), lui, s'est partagé entre abstention et vote contre, comme les communistes d'ailleurs. La droite reproche notamment à ce texte de ne pas



prendre assez en compte l'élevage et les contraintes fiscales et financières. La gauche, elle, reproche au texte de ne pas assez être assez orienté en faveur de la défense de l'environnement. Au final, le texte a été adopté de justesse par 272 voix contre 232 et 65 abstentions. On saluera notamment la ferme opposition à ce projet de loi d'Anne-Laure Blin (Maine-et-Loire) chez les Républicains ou celle de Charles de Courson (Marne) chez les centristes.

Concernant la transmission des exploitations, plusieurs

orientations d'importance contenues dans ce projet de loi méritent d'être critiquées et reconsidérées. Il en est ainsi de l'élévation inconsidérée du niveau de formation des agriculteurs. Ceux-ci ne sont pas des ingénieurs en puissance et ne doivent pas être freinés par des exigences intellectuelles démesurées. *Le « bon sens paysan »* et l'apprentissage du terrain ne sont pas en la matière de vains mots malgré la complexification des normes et les tracasseries administratives.

Autre dossier sensible dans ce texte : la financiarisation des terres, c'est-à-dire la capacité pour des sociétés d'investissement spécialisées d'acquérir des terres et de les louer à des exploitants, ce qui risque de participer à la spéculation et à la hausse inconsidérée du prix des exploitations. En effet, la demande de terres agricoles fait l'objet d'une importante pression au niveau mondial. Verra-t-on demain, par exemple, les Chinois acheter en masse par ce biais des terres arables françaises ?

Pour comprendre le décalage entre cette loi et les vraies aspirations des agriculteurs, il faut se pencher sur leurs intentions de vote pour les élections européennes. Longtemps, les exploitants votèrent massivement pour la droite gaulliste et le centre. Mais là aussi, une bascule vient de se faire en faveur du Rassemblement national. Selon un sondage dévoilé par Sciences-Po Paris le 28 mai, 20,9 % des paysans comptaient voter pour la liste de Jordan Bardella, contre seulement 11,4 % pour Valérie Hayer et 11,3 % pour François-Xavier Bellamy. Les résultats de l'enquête sont encore plus parlants pour les agriculteurs de moins de 40 ans qui soutiennent Bardella pour 37 % d'entre eux. Un chiffre qui monte à 46 % si l'on y inclut les intentions de vote pour les listes de Marion maréchal et Florian Philippot.

Il faut espérer désormais que la prochaine assemblée législative reviendra sur ce texte qui ne garantit pas à nos yeux l'avenir de l'agriculture française dans sa diversité et sa complexité. On ne peut continuer à privilégier ainsi, en accord avec le dogme libre-échangiste, les intérêts des grands céréaliers et de l'agroalimentaire. Il faut plus que jamais répondre à la demande de protectionnisme du monde agricole, principalement pour sauver notre élevage si menacé et, bien entendu, innover pour mieux assurer la protection de l'environnement et sauver la qualité de nos sols. ■

YVONNE CHASSARD.

JÉRÔME BESNARD.

La quinzaine sociale

■ **Patronat.** – Le Medef a publié un communiqué, le 11 juin, pour dire son soutien, dans la perspective des élections législatives, aux « *projets favorables aux réformes économiques et à l'ambition européenne, dans le respect de la démocratie sociale* ». À interpréter comme une marque de défiance à l'égard de certains éléments des programmes économiques du RN et, bien entendu, de LFI...

■ **Informatique.** – Le conseil d'administration d'Atos, le géant français du service informatique, qui gère notamment les Jeux olympiques, a annoncé, le 11 juin, avoir choisi l'offre de reprise de David Layani, son premier actionnaire, contre celle du milliardaire tchèque Daniel Křetínský. La dette de 4,8 milliards d'euros va être restructurée en tentant de sauver les intérêts des créanciers, mais les actionnaires seront « dilués » à 99 %.

■ **Euthanasie.** – Une des conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale est l'abandon de tous les travaux en cours et notamment du projet de loi sur la fin de vie qui avait dérivé, au fil des débats, vers l'euthanasie.

■ **Pharmacies.** – La Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF) a signé, le 7 juin, un accord tarifaire avec la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM). L'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (Uspo), second syndicat professionnel de cette branche, n'a pas signé faute d'avoir obtenu une revalorisation de 20 % des honoraires.

■ **Transport aérien.** – Le 8 juin, il y avait une grève des contrôleurs aériens français. La compagnie Ryanair, qui a dû annuler une centaine de vols à Beauvais ce jour-là, rappelle qu'il y a eu 83 jours de grève des contrôleurs depuis 2023 et en appelle à la Commission européenne pour faire respecter

la liberté d'aller et venir dans le ciel européen, « *comme c'est déjà le cas en Espagne, en Italie et en Grèce* ». Cette compagnie à bas coûts a transporté 18,9 millions de voyageurs en mai 2024, 11 % de plus qu'en mai 2023.

■ **Cantines.** – Les syndicats CGT, FSU, CFTC et CFE-CGC appelaient les agents des cantines scolaires de Marseille à des mouvements de grève du 10 au 12 juin. Mais l'UNSA et FO, principal syndicat des « territoriaux » de Marseille, ne s'associait pas au mouvement qui réclame 400 embauches et une diminution du temps de travail. La mairie de Marseille a annoncé, le 10 juin, vouloir limiter, dès la rentrée 2025, le rôle de la Sodexo, qui a une délégation de service public pour fournir 55 000 repas chaque jour de la semaine dans les écoles publiques. Des « *cuisines de proximité* » vont être recréées d'ici 2028.

Un geste létal et fraternel pour le PS

PAR GAËL BRUSTIER

L'excellent score de la liste Glucksmann était prévisible depuis plusieurs mois. Tout y préparait et la tête de liste PS-PP n'a eu qu'à se laisser porter par une série de coups de chance ainsi qu'une vision du monde simple mais séduisante pour le centre gauche.

Hors Raphaël Glucksmann – « *Raphaël* » dans ses messages aux militants et sympathisants –, personne ou presque n'est capable de citer un candidat de la liste Parti socialiste-Place publique. Hormis sans doute Aurore Lalucq que les citoyens vraiment acculturés à la politique et encore intéressés par les originalités qui la constituent peuvent connaître, les citoyens sont bien en peine de citer un autre candidat de la liste PS-PP. Personne non plus ne peut citer un point de programme décisif qui les aurait motivés. Tout a été vague, flou et un peu léger dans la campagne du PS aux européennes, mais c'est probablement ce fait qui le rend relativement plus attractif que les autres formations de gauche.

Cette campagne électorale a été, il faut le souligner, la plus pauvre depuis le référendum sur le traité de Maastricht. Comparaison étant faite avec celle des élections européennes de 1994, c'est, trente ans plus tard, un ennui profond qui saisit le citoyen. Analyses, propositions, candidats à carrure politique, nombre de facteurs ont fait défaut pour la désignation de nos représentants français au Parlement européen. L'appareil partisan socialiste est moribond et n'a plus rien à proposer. Tel le Parti radical finissant, il peut servir de modeste base de lancement à des équipes personnelles. À y regarder de près, le PS fonctionne de plus en plus mal ou plutôt de moins en moins. Il a bénéficié dans cette campagne de plusieurs atouts aussi divers que la personnalité de sa tête de liste, la campagne délibérément indigne de Jean-Luc Mélenchon et des Insoumis, la transparence totale de la cheffe de file des Écologistes, Marie Toussaint, et surtout l'affaïssement du parti présidentiel dont la tête de liste n'a pas démérité malgré le trop-plein de bévues, de mauvais choix, et l'ambiance délétère que l'ensemble du pays perçoit comme émanant du sommet de l'État. Le cantonnement de la campagne aux prises de position des têtes de listes, la tendance mortifère à la réduction de leurs messages aux selfies et aux twitts (sur X), tout a contribué à ruiner cette campagne électorale.

Tout le monde, en dehors des colistiers de Raphaël Glucksmann, sait qu'il n'est pas socialiste, qu'il n'en a pas la culture et qu'il rechignerait à en épouser les desseins si ceux-ci venaient à ressusciter. Raphaël



BINGAI IMAGE.

Glucksmann n'est donc non seulement pas devenu socialiste, mais il n'a pas appris non plus à parler son langage. L'identité de la liste PS-PP est la sienne propre. Nul ne discerne de programme autre que l'idée que lui, Raphaël Glucksmann, se fait de l'Europe, de la géopolitique qui la sous-tend, des relations avec les autres aires concurrentes. Le tout est accompagné par quelques odes à l'écologie, au féminisme et à toutes sortes de causes définies à la va vite pour ménager les envies et rêves de l'électeur. Il s'agit assez ostensiblement d'une ligne politique située entre Franc-Tireur en France et Bill Kristol et ses amis néoconservateurs des deux côtés de l'Atlantique. Intellectuellement, cela réévalue le PS mais, d'un point de vue idéologique, cela l'ancre dans une vision dans le droit fil du Cercle de l'Oratoire et de feu la revue *Le Meilleur des mondes*.

L'anti-CERES. – Place publique ne vise pas à faire surgir le socialisme de la social-démocratie, mais à définitivement convaincre cette dernière que, son effacement étant inéluctable, elle devait le préparer plus assidûment. Raphaël Glucksmann qui a, comme les fondateurs de Place publique, des capacités intellectuelles réelles, a néanmoins pris le parti comme eux de s'adresser aux Français en émoussant sérieusement ses standards de réflexion, sa sophistication d'analyses et son exigence de nuance et de vérité. Mais, comme nous l'avons dit, l'homme a joué de chances en série. La fracture de l'alliance à gauche, son approfondissement, le carburant de la liste Glucksmann sont composés des élans provocateurs, incendiaires et humainement

gênants de Jean-Luc Mélenchon qui a placé en position éligible une citoyenne « *d'origine palestinienne* » dont la connivence avec le régime de barbarie des Assad ne fait aucun doute. De semaine en semaine, le double rejet des aberrations mélenchonniennes et du nombrilisme du chef de l'État a ouvert la voie au vote Glucksmann. C'est d'autant plus aisé que le PS est désormais prêt à prendre toutes les positions, déclarant ainsi : « *Nous allons rompre avec le libre-échange généralisé et développer un protectionnisme écologique européen.* » Après trente ans, le PS a ouvert un œil ! Le programme du PS est très simple : c'est l'alignement sur le sens commun de 2024 alors qu'il aurait dû prendre ces positions en 1994.

Néoconservateur français assumé au sein du Cercle de l'Oratoire il y a vingt ans, il a nettement adouci ses positions mais s'est néanmoins arrimé aux fondamentaux qui étaient ceux de groupes d'intellectuels alors très favorables aux menées militaires de George W. Bush. Afin d'attirer les électeurs insoumis, il s'en est pris vigoureusement à Benjamin Netanyahu, passant par pertes et profits la cause des otages retenus à Gaza. L'effet recherché a-t-il été atteint ? S'est-il trouvé tant de dupes pour croire Raphaël Glucksmann ? Rien n'est moins sûr. Aux antipodes de la tradition gaullo-mitterrandienne, il a insufflé au PS la dernière fausse conscience à laquelle il n'avait pas totalement explicitement adhéré.

Pensée et non pensée. – Du Raphaël Glucksmann porté à défier Russie ou Chine, on a quelque peu perdu la trace. L'apparition sur nos écrans de ce grand post-adolescent dégingandé aux propos lénifiants et au ton empreint d'une mièvrerie franchement surjouée tranche avec ses discours plus volontaires de Bruxelles qui semblaient dénués d'illusions sur Moscou et Pékin, et enclins à réveiller Français et Européens. On devine qu'entre Olivier Faure, l'habile manœuvrier transparent du PS, et Glucksmann les points d'achoppement ont existé plus que de raison. Faure, étant passé de thuriféraire de la ligne Hollande-Ayrault à l'accord politique et électoral avec J.-L. Mélenchon, est surtout un affidé de toutes les modes successives comme en témoigne, cette fois, le petit cahier programmatique.

Didier Motchane disait des socialistes français qu'ils étaient des « *gens intelligents mais qui ne pensaient pas* ». La non-pensée de la liste PS-PP a nui à la pensée de R. Glucksmann mais absolument pas à ses résultats dans les urnes, nettement supérieurs à ce que furent ceux d'il y a cinq ans. ■

Des européistes soulagés

Ces élections européennes marquent la victoire relative de la majorité sortante au-delà des spécificités nationales qui pèsent sur les résultats.

Elle est heureuse, Ursula. Elle a sans doute eu très peur. Malgré un électoral peu mobilisé (un peu plus de 51 % des inscrits), la coalition qui domine le Parlement européen depuis 2019 a été reconduite, malgré aussi l'effondrement d'une de ses composantes, Renew, la branche libérale d'une alliance composée du Parti populaire européen (PPE), des Socialistes et Démocrates (S&D) et donc du groupe libéral qui passe de 102 à 78 sièges, les deux autres gardant leur poids au sein de l'instance parlementaire européenne.

On comprend donc la joie d'Ursula, même si on peut la trouver quelque peu déplacée. Il faut encore qu'un Conseil européen la propose comme candidate à la présidence de la Commission européenne et que sa candidature soit acceptée par le Parlement européen. À noter que Valérie Hayer, tête de liste Renaissance en France et dont le score est la principale cause du recul du groupe libéral, envisage cependant d'en conserver la direction. L'humilité est donc bien une vertu libérale.



À Bruxelles, c'est le soulagement.

Si l'extrême droite progresse en Europe, cette progression reste limitée. FPÖ autrichien et Rassemblement national arrivent en tête avec respectivement 27 et 31,5 % des voix, mais le PPV hollandais de Geert Wilders arrive en deuxième position derrière la coalition gauche-verte, les Démocrates suédois, pourtant présents au gouvernement, finissent quatrième, Vox en Espagne arrive troisième. Sans oublier l'effondrement de la Liga italienne de Matteo Salvini qui passe de 22 sièges à 8. En fait, plus l'extrême droite est associée au pouvoir, plus

son score est faible, ce qui est le cas en Suède, en Finlande et même au Danemark où, sans gouverner, elle a inspiré la politique migratoire du pays.

Mesurer le poids de l'extrême droite est compliqué par le fait que certains pays sont difficilement classables. Qu'en est-il du PiS polonais ou de Fratelli d'Italia, de la Première ministre Georgia Meloni, classée à l'extrême droite mais qui entend s'allier avec le PPE et entretient les meilleures relations avec Ursula von der Leyen ? Sans oublier le Fidesz hongrois de Victor Orbán et la N-VA du belge Bart De Wever.

est l'arbitre du jeu. Elle est en mesure d'apporter à Ursula von der Leyen les voix qui lui manqueraient dans son propre camp pour passer le cap de la majorité absolue (361 voix) qu'elle n'avait franchi en 2019 qu'à neuf voix près. En échange, on peut s'attendre à un premier vice-président italien et à un jeu de chaises musicales :

Les sociaux-démocrates, qui occupaient cette position avec le Néerlandais Frans Timmermans en 2019, artisan honni du Pacte vert, pourraient se voir attribuer la plus symbolique présidence du Conseil (du falot libéral belge Charles Michel). Un candidat idéal serait l'ex-Premier ministre portugais António Costa qui a bien réussi dans son pays. Ils céderaient la tête du service extérieur, actuellement l'insipide Espagnol Josep Borrel, à la dynamique et photogénique Première ministre estonienne, Kaja Kallas, qui fut députée européenne du groupe libéral (Renew).

Y. L. M.

Les écologistes s'effondrent partout, sauf en Europe du Nord où souffle un vent de résistance face à la présence au pouvoir de l'extrême droite. Quant aux socialistes, si le SPD du chancelier allemand Olaf Scholz est largement devancé par les conservateurs et l'extrême droite, les socialistes espagnols talonnent la droite libérale du Parti populaire. Là encore, les spécificités nationales jouent leur rôle pour la compréhension des résultats. Et si l'extrême gauche recule, il faut noter l'émergence du mouvement de Sahra Wagenknecht en Allemagne qui obtient 6 sièges. ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits marquants

■ **Argentine.** – Le 12 juin, le Sénat a approuvé la loi dite « omnibus », comportant un ensemble de réformes ultralibérales. Aux abords du Parlement, les manifestations d'opposition à cette politique voulue par le président Javier Milei ont viré à l'émeute et à l'affrontement avec la police.

■ **Hongrie.** – Si la liste du Fidesz de Viktor Orbán est arrivée en tête (44,8 % des voix) des élections européennes du 9 juin, bien qu'en net recul par rapport à 2019, le dissident Péter Magyar a réalisé une percée avec le tout nouveau Parti du respect et de la liberté (29,6 %), une formation antisystème. Aux municipales, le maire sortant écologiste de Budapest l'a emporté de seulement 324 voix et la commission électorale a été saisie.

■ **Iran.** – Le successeur du président Ebrahim Raïssi, disparu dans un accident d'hélicoptère, sera élu le 28 juin. Le Conseil des gardiens de la Révolution a validé les candidatures de six personnalités (dont un religieux), essentiellement conservatrices à l'exception du réformateur et ancien ministre Masoud Pezeshkian.

■ **Mauritanie.** – L'élection présidentielle se tiendra le 29 juin. Le chef de l'État Mohamed Ould Ghazouani affrontera six autres prétendants, dont le défenseur des droits de l'homme Biram Dah Abeid. La commission électorale a promis la transparence du scrutin après les législatives contestées du printemps 2023.

CASIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **Jeu de dames.** – L'hebdomadaire britannique *The Economist* à la veille des élections européennes avait fait sa couverture des « trois femmes qui vont faire l'Europe » : photographiées l'une de face, Georgia Meloni, deux de profil, à sa droite, Ursula von der Leyen, à sa gauche, Marine Le Pen. Les élections ont confirmé cette approche.

Il revient au Conseil européen, le 17 juin puis les 27 et 28 juin, de choisir les têtes des institutions européennes pour les cinq prochaines années. Le nouveau Parlement doit ensuite entériner ou non par un vote entre le 16 juillet et la mi-septembre, puis valider les désignations du haut représentant aux Affaires extérieures, des vice-présidents et des membres de la nouvelle Commission, ce qui devrait occuper les mois d'automne ! La composition du nouveau parlement avec trois blocs à

peu près équivalents, le Parti populaire européen (PPE) dominant au centre-droit (184 sièges sur 720), les droites et extrême droites (176), les sociaux-démocrates et les Verts (189), est compliquée par le caractère hétéroclite des formations qui les constituent qui varient selon les pays membres. Le Conseil européen des 27 n'est pas moins fragmenté. Si seuls quatre gouvernements sont actuellement conduits par les eurosceptiques (Hongrie, Italie, Slovaquie et désormais Pays-Bas) et quatre autres avec une participation, la tendance des élections législatives en Belgique tenues le 9 juin, puis de celles à venir en France puis en Autriche (octobre), joue en leur faveur. L'Allemagne et la France, en mesure d'imposer plus ou moins leurs choix quand leurs responsables s'étaient mis d'accord, comme pour celui d'Ursula von der Leyen en 2019, sont incapables d'en faire de même cette fois. La présidente du Conseil italien, électoralement confortée,

Tout concourt à faire échouer la démocratie en Inde : nombre, climat, pauvreté, religion. Et pourtant, l'Inde est considérée comme le pivot de l'équilibre asiatique et mondial du futur. Les élections de 2024 sont, de ce point de vue, un succès.

La démocratie du futur

PAR YVES LA MARCK

L'Inde fait mentir Rousseau et Montesquieu. Le premier ne concevait la démocratie que dans le cadre d'un canton suisse ; le second vouait les climats chauds au despotisme. Pays désormais le plus peuplé du monde, ayant dépassé la Chine il y a un an, 642 millions d'Indiens sont allés aux urnes (sur près d'un milliard d'inscrits), à comparer à moins de 200 millions d'Européens (sur 370 millions d'inscrits) aux élections au Parlement européen (6 au 9 juin). Or, le Lok Sabha ne compte que 543 députés contre 720 dans l'Union européenne (et 577 en France seule aux élections nationales pour 45 millions d'inscrits).

Les Indiens ont voté sous des températures de plus de 40° en moyenne avec des pointes à 50°, faisant des dizaines de morts y compris parmi le personnel électoral.

La Banque mondiale vient de classer l'Inde en tête des pays les plus inégalitaires au monde, avec un nombre record de milliardaires en regard de 60 % de pauvres.

L'attention internationale s'était focalisée sur les dérives sectaires du parti au pouvoir, le BJP, Parti du peuple (Janata) indien (Bharatiya), d'inspiration religieuse hindouiste, délibérément assumée par le Premier ministre Narendra Modi, assimilé à un fils du Ciel, bénissant de nouveaux temples (dont celui d'Ayodhya, bâti sur les ruines de la destruction d'une mosquée, inauguré en grande pompe par Modi en début d'année, sans aucun impact électoral, puisque la circonscription a échappé à son parti), gourou professeur de yoga, persécuteur des musulmans et des chrétiens.

Une démocratie confortée. – Les facteurs suivants ont joué dans l'élection mais, au lieu d'affaiblir la démocratie, ils la renforcent. **Le nombre** : l'élection a conforté les partis régionaux, le BJP ne contrôlant que moins de la moitié des États fédérés et dépendant pour sa majorité d'alliés non hindouistes (par opposition aux langues dravidiennes du sud). **Le climat** : on a déjà évoqué dans ces colonnes (1) le *best-seller* de Kim Stanley Robinson, *Le Ministère du futur*, qui part d'une situation extrême de canicule en Inde pour dérouler les conséquences mondiales du phénomène. La situation indienne est à cet égard non pas exceptionnelle mais prémonitoire du devenir de l'ensemble des sociétés. **La pauvreté** : le grand économiste indien Amartya Sen, prix Nobel d'économie 1998, inventeur de l'IDH (indice de développement humain), avait déjà montré qu'elle n'était pas une fatalité et qu'elle était soluble dans la



Narendra Modi. Démocrate à poigne ou apprenti dictateur ?

démocratie dont il réfutait l'idée qu'elle soit une création et une exclusivité occidentales (2). Comme en Europe, on assiste à la remise en cause d'une politique agricole, ici connue sous le terme de *révolution verte*, qui est en bout de course, notamment avec la crise du riz (qui suivait celle de l'oignon, l'ingrédient principal de la cuisine indienne). **La religion** : nulle n'est plus syncrétique ni plus éclatée que ce que l'on regroupe sous le terme générique d'hindouisme, la religion aux mille dieux. Et c'est bien du sein même de la religion emblématique du parti au pouvoir que sont venues sa contestation et sa mise en minorité en son cœur, l'État d'Uttar Pradesh, où le Premier ministre Narendra Modi est l' élu de Varanasi (Bénarès, la capitale principale des rituels sur le fleuve sacré, le Gange) et où le *chief minister* est un prêtre (yogi) hindou fondamentaliste. Le BJP y a perdu la moitié de ses députés au profit d'un parti qui défend les basses castes et les Dalits (intouchables), arrivé en tête. Ces populations qui n'en sont pas moins hindouistes sont défavorisées. Le sud du pays, qui échappe au BJP, n'est pas moins hindouiste mais l'est différemment. **Le maillage électoral** complexe issu de ces élections tend plutôt à ressembler à celui qui préexistait à l'indépendance en 1947 entre Inde anglaise (le Raj) ou Inde des Provinces et États princiers (voir « Brèves royales » en page 15).

Une démocratie autre. – Nul pays n'est donc plus divers que l'Inde, socialement, culturellement, politiquement, géographiquement, économiquement. Prompts à juger selon un registre purement manichéiste, les commentateurs occidentalistes qui dénonçaient le régime « *autocratique* » mis en place par Modi ont été les premiers à s'inquiéter d'une « *instabilité* » que procureraient la mise en minorité (relative) de son parti et les incertitudes liées à la formation d'un gouvernement de coalition. Les prétendus démocrates ne peuvent pas imaginer, pour les raisons qu'on a dites, qu'un tel pays demeure longtemps une « *vraie* » démocratie. Si le passé leur a donné raison, ce fut non sous le BJP mais sous la dictature à la faveur de l'état d'urgence (1975-1977) d'Indira Gandhi, fille de Nehru, mère et grand-mère des dirigeants actuels du Parti du Congrès (Rahul Gandhi), parti de l'indépendance et du non-alignement. Washington, Londres et Paris ne jurent que par la démocratie indienne pour faire face à la Chine communiste, hypercentralisée et totalitaire, alors qu'en réalité l'Occident ferme les yeux sur les infractions à l'État de droit en Inde – comme d'ailleurs en Chine, bien davantage – pour sauvegarder équilibres stratégiques... et intérêts commerciaux.

Il est remarquable que l'Inde, propulsée au premier rang de la scène internationale par sa présidence du G 20 et forte de sa diplomatie de multi-alignement, n'ait pas eu à voter, cette année, sous la menace de ses voisins pakistanais et chinois. Aucun enjeu extérieur ne pesait sur les électeurs, ce qui a permis de se recentrer sur les problèmes domestiques.

Dans un ouvrage décapant (3), Eugénie Mérieu a osé défier le tabou idéologique pour renverser les perspectives et faire de la démocratie dite illibérale l'avenir tant des régimes autoritaires que des démocraties dites libérales. Elle s'inspire de ses domaines initiaux de recherche que sont la Thaïlande et Singapour. Mais le cas indien est encore plus symptomatique. Elle pose ainsi la question : qu'est-ce qu'une démocratie ? ou comment la personnalisation du pouvoir, ou la théorie de « *l'homme fort* », se concilie-t-elle avec elle ? ■

(1). *Royaliste*, n° 1256, 8 mai 2023. L'ouvrage paru en 2020, désormais traduit en français, est sorti aux éditions Bragelonne, 2023.

(2). *La Démocratie des autres*, Rivages poche, 2006.

(3). *La dictature, une antithèse de la démocratie ? 20 idées reçues sur les régimes autoritaires*, Le Cavalier Bleu, réédition en poche, 2024.



BING AI IMAGE.

Après le néolibéralisme, comment reconstruire ?

Cinq économistes ont conjugué leurs réflexions dans un ouvrage qui a le mérite de clarifier le débat sur la rupture avec le néolibéralisme. Loin des impasses tracées par une radicalité illusoire, un programme de reconstruction économique et sociale peut être raisonnablement formulé.

Répétée sur tous les tons à la suite de Margaret Thatcher, l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au néolibéralisme a fini par gagner de larges secteurs de l'opinion, y compris les plus critiques. Les élections générales, qui font se succéder les diverses fractions de l'oligarchie, les défaites subies par le mouvement syndical malgré d'imposantes mobilisations, l'échec des mouvements de révolte, le conformisme médiatique et bien d'autres facteurs conduisent au découragement, tempéré par la volonté de limiter les dégâts.

Je n'oublie pas que des intellectuels et des groupes politiques se réclament d'une radicalité qui reprend, par d'autres chemins, le vieux projet de révolution anticapitaliste qui s'était effondré à la fin du siècle dernier. Quels que soient ses porte-parole et ses références, cette radicalité est entravée par ses faiblesses et ses aveuglements volontaires, précisément pointés par David Cayla et ses amis, au fil de leurs réponses communes à « quinze questions qui fâchent ».

Faiblesses et aveuglements volontaire. – Ainsi, le fédéralisme européen que souhaite une partie de la gauche est nettement récusé par les cinq auteurs. L'aboutisse-

ment du processus de fédéralisation ne ferait que renforcer des structures dépourvues de légitimité populaire qui ne permettraient certainement pas de combler le déficit démocratique. Le déficit social resterait en l'état faute de prestations sociales européennes et de services publics propres à la fédération. Et nul fédéralisme ne dit comment la logique du Marché unique pourrait être compensée par des organes fédéraux.

Préconisée par les partis écologistes et par la France insoumise, la sortie du nucléaire n'est pas possible dès lors qu'on veut se priver d'une énergie qui représente aujourd'hui 70 % de la production d'électricité tout en basculant sur l'électrique le maximum de ce qui est à décarboner. Le thème de la décroissance relève quant à lui de l'utopie antisociale : la baisse des revenus et de la consommation serait intolérable à l'échelle mondiale et, dans les pays développés, l'augmentation du PIB est nécessaire pour financer la hausse du pouvoir d'achat des classes populaires, pour conforter le système des retraites et pour financer les investissements nécessaires à la transition écologique. L'objectif de justice sociale est déterminant mais il n'implique pas l'acceptation résignée des excès consuméristes : face à l'ébriété

dont nous sommes témoins dans de nombreux domaines, il faut faire prévaloir l'exigence de sobriété – loin de toute morale sacrificielle de la privation.

Les privations insoutenables d'un socialisme de couvent laïc semblent pouvoir être compensées par le revenu universel inconditionnel, universel et forfaitaire. Mais il s'agit d'une générosité illusoire qui engendrerait de nombreuses injustices sans qu'un niveau de vie garantissant la dignité de chacun soit assuré. C'est pourquoi les cinq partisans de l'alternative proposent le versement à tous les citoyens d'un revenu minimum garanti par le moyen d'une augmentation du RSA étendu aux plus jeunes, assorti d'une politique de redistribution du revenu national (1).

Projet général de rupture. – Au fil des réponses aux questions qui fâchent – nous ne pouvons les évoquer toutes ici –, le lecteur ne perd jamais de vue le projet général de rupture avec le capitalisme. Mais sa logique est étrangère aux facilités théoriques de la table rase –, celles d'une société débarrassée du cadre étatique, de la propriété publique et du nucléaire, dans laquelle les citoyens s'épanouiraient dans la gestion des « communs » –, qu'il s'agisse des crèches ou de la distribution

de l'eau, de la prairie communale ou des vaccins, hors de tout souci de l'intérêt général. De telles utopies sont réconfortantes car on peut vivre intellectuellement sa rupture avec le capitalisme et compenser les déceptions de la vie militante par des postures qui reposent sur un secret plus ou moins conscient : rien ne se réalisera pratiquement mais l'on aura sauvé son âme révolutionnaire.

Pour mettre fin à la domination du capital sur la société, il faut moins qu'une utopie généreuse et plus qu'une petite accumulation de réformes partielles. Une alternative au capitalisme est possible pratiquement si l'on conçoit la révolution comme une reconstruction et un accomplissement. Telle est la méthode que nous préconisons : reconstruire ce qui a été détruit, consolider les fondations ébranlées et accomplir ce que les révolutions précédentes – plus particulièrement celle de 1944-1946 dans l'ordre économique et social, celle de 1958 dans l'ordre institutionnel – ont pu établir ou seulement esquisser.

Gouvernance et protection sociale. –

David Cayla et ses amis n'abordent pas dans leur livre la question des institutions politiques, mais leur approche est institutionnaliste. Dans notre pays où le pouvoir politique a cessé d'être républicain pour devenir oligarchique – où le gouvernement selon l'intérêt général est remplacé par une gouvernance en osmose avec les intérêts de la classe possédante –, la reconstruction peut prendre appui sur l'État social qui soustrait encore au secteur privé des services publics, qui assure toujours une forte protection sociale et une large socialisation du revenu des ménages. En 2022, la moitié du revenu global des ménages était constituée de prestations sociales en espèces (retraites, allocations familiales, allocations chômage) et de transferts sociaux en nature, qu'ils soient marchands (allocations logement, médicaments remboursés...) ou non marchands (hôpital public, éducation).

C'est à partir de ce constat qu'on peut renforcer et développer la protection sociale, grâce à un financement associant la cotisation et l'impôt. À cet égard, les propositions des auteurs, nombreuses et précises, permettent de clarifier le débat. Elles ont aussi l'avantage d'être présentées en lien étroit avec leurs conditions de possibilité économiques et financières. Pas de développement de la protection sociale sans juste répartition de la charge fiscale, sans protection de l'activité économique nationale, sans gestion maîtrisée de la dette publique, hors de tout catastrophisme.

S'amorce ainsi une reconquête de la souveraineté qui implique une nouvelle politique du crédit, c'est-à-dire une politique du financement – nécessaire si l'on veut développer la production industrielle et agricole, indispensable pour assurer



Chantier de remplacement du ballast. Des milliers de km de lignes de chemin de fer ont été laissés sans entretien suffisant depuis un demi-siècle...

la transition écologique. À juste titre, les auteurs soulignent le rôle primordial de la planification dans l'orientation des grandes entreprises libérées des enjeux spéculatifs. Il faut que l'État finance directement les entreprises vouées à la transition, ou garantisse leurs emprunts. Il faut que les banques nationalisées fournissent les entreprises en crédits à long terme, et c'est une bonne idée que de prévoir que leur distribution soit contrôlée par des comités de crédit composés de responsables du plan, de représentants de la banque et d'épargnants.

Le financement public des investissements productifs permettra d'assurer à la nation une réindustrialisation effective. Celle-ci exige la nationalisation des secteurs stratégiques (énergie, transports, pharmacie...), le financement public de la modernisation des secteurs délaissés – par exemple le transport ferroviaire – et la relocalisation des très nombreuses activités qui sont nécessaires à la nation. Un tel effort n'ira pas sans une réorganisation du pouvoir dans l'entreprise, ni sans une relance de la politique éducative, à commencer par l'enseignement professionnel, ni sans une extension des droits des salariés.

Le souci constant des auteurs est de bien articuler, par la médiation étatique et dans le cadre d'une planification démocratique, les nécessités de la production industrielle et agricole et l'impératif écologique – mais l'urbanisme a été oublié. Cette articulation sera facilitée par la mise en œuvre de l'économie circulaire, mais aussi par des choix politiques qui devraient conduire à pénaliser les consommations

ostentatoires, les innovations inutilement coûteuses et les innombrables gaspillages qui encombrant et polluent la collectivité.

Somme toute, cette alternative mûrement pensée esquisse un programme de gouvernement qui repose sur des analyses solides et des critiques pertinentes des effets de la mondialisation néolibérale. Il va presque sans dire que ce programme est incompatible avec les traités et accords de l'Union européenne, qu'il s'agisse de la prétendue monnaie unique, de la libre concurrence, de l'union bancaire, de la libre circulation des capitaux et de l'équilibre budgétaire érigé en règle d'or.

Quelle Europe ? – En se prononçant pour une « *Europe pragmatique* », David Cayla et ses amis en disent beaucoup mais pas encore assez. Il est pertinent de s'interroger sur les modalités de sortie de la « *monnaie unique* » car aucune zone monétaire n'est irréversible. Il faut en finir avec le travail marchandise et la mise en concurrence des régimes sociaux. On peut certes envisager des actions communes et des financements budgétaires concertés, mais cela suppose une refonte de l'appareil institutionnel de l'Union européenne qu'il faut libérer des réseaux technocratiques, des groupes de pression et des normes meurtrières – à commencer par la « *concurrence libre et non faussée* ».

Nous n'avons pour notre part jamais cultivé les mythologies du vieil internationalisme de gauche qui encombrant toujours les esprits de maints dirigeants politiques et syndicaux. Nous proposons simplement de respecter l'étymologie et de réaliser l'inter-nationale des nations dans une union continentale d'États souverains conçue sur le mode confédéral. Nous souhaitons que s'ouvre un débat sur la reconstruction de l'Europe, que nous avons esquissé au temps de la Guerre froide dans la perspective de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural et que nous avons précisé dans les années quatre-vingt-dix lors du lancement du projet de Confédération européenne puis dans un tout récent numéro (1279 bis) de *Royaliste*. Des partisans de l'alternative, nous attendons la publication d'un large complément de programme ! ■

B. LA RICHARDAIS.

(1). Voir sur ce point les propositions votées par la NAR lors de son 37^e congrès en avril 2017. Entre les propositions de Penser l'alternative et les motions de la NAR sur les questions écologiques, économiques et sociales, d'utiles comparaisons pourraient être faites.

► David Cayla, Philippe Légié, Christophe Ramaux, Jacques Rigaudiat, Henri Sterdyniak, *Penser l'alternative, Réponse à quinze questions qui fâchent*, Fayard, 2024. Voir notre entretien avec David Cayla et Jacques Rigaudiat sur la chaîne YouTube de la NAR.

Souffrir au travail

La classe dirigeante, qui se dit réaliste, ignore résolument la dure réalité du travail dans des entreprises livrées aux impitoyables méthodes du management. Appuyé par de solides études, François Ruffin met en accusation un système et avance des propositions libératrices

François Ruffin est un député qui n'oublie pas qu'il a été journaliste. Ses enquêtes filmées ou publiées sont le résultat d'un travail approfondi, après de nombreuses rencontres et d'amples lectures. Pour dénoncer la souffrance au travail, il s'est appuyé sur un rapport parlementaire, sur les contributions d'une soixantaine de chercheurs (1) et sur les témoignages de nombreux travailleurs dans divers métiers. Ces citoyens invisibles mais indispensables au fonctionnement des entreprises, des trois fonctions publiques et de la société dans son ensemble, décrivent des situations qui n'auraient pas dû être tolérées par les gouvernements successifs. D'ailleurs, Emmanuel Macron en personne avait reconnu qu'il fallait améliorer les conditions de travail et lui redonner un sens. Le 17 avril 2023, il avait même annoncé un « *nouveau pacte de la vie au travail* » qui n'a même pas connu l'esquisse d'un commencement d'élaboration.



François Ruffin.

La (sur)vie au travail continue donc comme avant. Elle a été organisée pour dégager le maximum de profit, dans des firmes *fabless* sans usine et sans ouvriers, selon un principe général de concurrence qui implique un travail *low cost* car le travail n'est jamais une richesse mais toujours un coût qu'il faut réduire.

Les objectifs du capitalisme sont connus : assurer le maximum de rendement par un personnel réduit au minimum et payé aussi bas que possible, avec baisse des impôts sur les entreprises et réduction ou exonération de charges patronales. Les résultats financiers sont au rendez-vous : les di-

videndes versés en 2023 ont atteint un nouveau record. Les dégâts humains sont considérables : accidents du travail, cancers professionnels et maladies de toutes sortes, troubles psychiques, suicides.

Bruno Le Maire, qui s'étonne de l'augmentation constante des arrêts maladie, ne veut pas voir qu'ils sont pour la plupart l'effet direct du système qu'il promeut. Le travail dans la sous-traitance est plus pénible et plus dangereux que dans les grandes firmes. Mais dans les grandes unités productives, l'intensification des tâches (selon les règles du *lean manufacturing*) est littéralement épuisante chez Air-

bus comme pour l'infirmière qui travaille en Ehpad. Dans les administrations publiques comme dans les sociétés privées, la manie du *reporting* et les dispositifs de *planning* engendrent la bureaucratie et un énorme gaspillage de temps et d'efforts. Et l'on s'étonne de la baisse de la productivité ?

Contre le « *mal-travail* », François Ruffin propose de rétablir les critères de pénibilité supprimés en 2017, de multiplier les inspecteurs du travail, de renforcer la prévention en matière de sécurité et de médecine du travail et de favoriser « *la participation des travailleurs à la direction de l'économie* », selon la revendication du Conseil national de la Résistance, et la participation du personnel à l'organisation du travail dans l'entreprise. La démocratie sociale n'est pas seulement une exigence politique. C'est une nécessité pour assurer le dynamisme de l'économie. Il faut mettre un terme aux immenses dégâts provoqués par la gestion managériale et cesser de regarder le travail comme un coût. ■

YVES LANDÉVENNEC.

(1). *Que sait-on du travail ?* Presses de Sciences Po, 2023.

► François Ruffin, *Mal-travail, Le choix des élites*, Les Liens qui Lièrent, 2024.

Dans les revues

■ **Démographie.** – *Royaliste* fait souvent référence aux travaux de l'Institut national d'études démographiques (INED) pour comprendre et analyser les variations de la population française (par exemple *Royaliste* n° 1272) ou mondiale (*Royaliste* n° 1258). Nous recommandons régulièrement au lecteur de s'abonner à la revue *Population & Sociétés*, produite et éditée par l'INED (1) : cette revue mensuelle est gratuite et s'interroge chaque mois sur une seule question, essentielle ou non, touchant à la démographie en France, en Europe ou dans le monde. Nous reprenons régulièrement ses numéros, notre dernière recension ayant été présentée dans *Royaliste* n° 1230. Il est temps de se mettre à jour. Les dernières

livraisons ont traité par exemple de l'acquisition ou réacquisition de la nationalité (février, n° 619) ; de l'évolution de la population française (mars, 620) ; de l'évolution des centenaires (et « *super-centenaires* » de plus de 110 ans : n° 621) et de l'immigration chinoise en France dans son dernier numéro de mai (n° 622).

Il est possible, bien sûr, de ne s'intéresser qu'aux grandes questions, fondamentales, sur l'évolution de la population. Le n° 620 nous permet ainsi de comprendre comment la population française a évolué, comment (pourquoi ?), tout en restant la plus élevée d'Europe. Sa fécondité baisse depuis 2010, de façon parfaitement parallèle à celles des autres pays de notre continent, dont on peut aussi suivre l'évolution, pays par pays, des plus faibles fécondités

(Espagne, Italie) aux plus élevées (France, Danemark). Nous voyons apparaître, outre une convergence, une certaine stabilité autour d'une fécondité moyenne de 1,6. En France, « *Le solde migratoire élevé ferait plus que compenser la moindre fécondité si les deux se maintiennent au niveau de 2023 : à l'horizon 2070, la population continuerait de croître.* »

Incidemment, ce numéro nous montre, par ses graphiques, combien les politiques de planning familial volontaristes, musclées comme celle de l'enfant unique en Chine, ou fantasmées, comme le « *réarmement démographique* » d'Emmanuel Macron, sont absurdes et inutiles : seuls l'acceptation de ces grandes forces mondiales et leur accompagnement pour en favoriser ou réduire les effets peuvent présenter quelque utilité.

Mais les autres informations ne doivent pas être occultées par ces dossiers. Le n° 619, par exemple, nous détaille les formes d'acquisition possibles de la nationalité française. Nos élites politiques, ignares, auraient gagné à s'inspirer de ce n° avant de se lancer dans des décisions dangereuses sur la limitation du droit du sol à Mayotte (*Royaliste* n° 1274). L'analyse de l'immigration chinoise (622) et de ses particularités, tiraillée entre « *insertion* » et « *entre-soi* », naguère mise à l'écran dans l'excellent film de Frédéric Chau *Made in China*, montre à la fois les forces et les faiblesses de l'immigration « *communautaire* », et comment l'accompagner.

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). <https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/>

DR



Par Gérard Leclerc

Roman national et imaginaire

Les célébrations qui ont accompagné le quatre-vingtième anniversaire du débarquement des troupes alliées en Normandie ont ranimé dans les esprits le souvenir d'une des plus mémorables pages de notre histoire. Ce n'est évidemment pas la seule de la Seconde Guerre mondiale. La prodigieuse bataille de Stalingrad opposant les troupes soviétiques aux troupes allemandes a sans doute joué un rôle plus important encore dans la victoire finale contre le nazisme. Et elle est plus solidement ancrée dans la mémoire russe que ce qui s'est passé sur le front ouest. Les peuples vivent de l'imaginaire que leur inspirent les grandes gestes du passé. Quand mon ami, le regretté Paul Yonnet, parlait du « *roman national* », c'est cet imaginaire qu'il désignait. Imaginaire qui n'est pas forcément opposé aux disciplines historiques, qui peuvent le nourrir, mais se rapporte à une vie intérieure peuplée d'images.

Il y a différence d'ordre. L'ordre imaginaire n'est pas l'ordre historique avec ses exigences de rationalité et de vérification. Mais on ne saurait les séparer complètement. Dans la discipline se voulant la plus rigoureuse, il y a toujours une part considérable laissée à la subjectivité. Ce n'est pas Raymond Aron qui contredirait cette position, lui pourtant connu pour sa rigueur méthodologique. L'auteur de la *Philosophie critique de l'Histoire* a raconté comment il avait connu son illumination intérieure, un jour au bord du Rhin, lorsqu'il comprit que le cœur et l'esprit se trouveraient solidairement engagés « *dans sa recherche et qu'il y était impliqué comme citoyen et humain* ». Ainsi s'imposait l'articulation entre une réflexion sur la nature de la science historique et une analyse « *des actions historiques et des valeurs susceptibles de les animer et de permettre le jugement* ». Ainsi donc pas d'Histoire sans reconnaissance d'une situation et d'une volonté.

Le roman national est partie prenante de ce rapport au passé, mais souvent sous le mode de l'imaginaire. C'est pourquoi il trouve ses complicités du côté de certains historiens dont le récit est comme soulevé par une représentation dynamique et sensible des événements. L'exemple type en France est celui de Jules Michelet, tellement impressionné par l'anticartésianisme de Vico. Pierre Boutang n'avait pas trouvé de meilleure interprétation de notre La Fontaine que dans les *Universaux fantastiques* du penseur italien, avec son goût pour les héros et les poètes.

La révolution soixante-huitarde n'a guère été favorable à la culture du roman national. Les ressources de l'imaginaire et du symbolique puisées dans Freud et sa postérité étaient tournées vers une sorte d'émancipation sociale et psychologique, souvent à l'opposé de tout ancrage civique. De ce point de vue, il y a une rupture impressionnante avec ce que représente le général de Gaulle, sa légitimité historique engendrée dans la Résistance, la Libération et la renaissance nationale. C'est dans une perspective tout à fait contraire que s'engage Mai 1968, non sans se débarrasser au passage d'un imaginaire lié à la Révolution d'Octobre soviétique et au maoïsme. La mutation s'opère à une rapidité stupéfiante, si l'on veut bien se souvenir que 1967 fut l'année du cinquantième anniversaire de la prise de pouvoir par Lénine, alors unanimement célébrée. Les groupuscules qui sont à l'origine de la flambée étudiante de Mai sont encore complètement imprégnés de cette mythologie, mais ils seront dépassés par la mouvance anarchiste et une improbable internationale situationniste.

La question est posée de l'avenir de l'imaginaire de Mai 1968. De bien des manières il reste présent sous toutes les formes d'un gauchisme culturel, dénoncé à juste titre par Jean-Pierre Le Goff comme la source de la plupart des pathologies sociales actuelles. Pour un Cornelius Castoriadis, il y avait eu échec et trahison de la contestation du fait de ce qu'il appelait la montée de l'insignifiance, d'un vide intellectuel qui rendait vaine toute tentative de reconstruction du tissu social. La contestation était elle-même coupable de cet échec par défaut d'intégration dans le réel. Nullement ennemi de l'imaginaire, bien au contraire, il pensait qu'à la suite de 1968, il n'avait pas acquis un degré suffisant de majorité pour composer avec le réel. De là son opposition virulente à l'égard d'un certain gauchisme libertaire : « *À moins d'ignorer ce qu'est la psyché et ce qu'est la société, il est impossible de méconnaître que l'individu sociable ne pousse pas comme une plante, mais est fabriqué par la société, et cela toujours moyennant une rupture violente de ce que sont l'état premier de la psyché et de ses exigences [...]; l'individu n'est pas un fruit de la nature, même tropicale, il est création et institution sociale.* »

Maurice Clavel, en entraînant au Mont Valérien quelques-uns des militants contestataires de Mai, aurait voulu opérer la jonction entre le roman national et l'imaginaire révolutionnaire. Ce n'était pas une tâche évidente, mais d'une façon ou d'une autre, le retour à l'Histoire, à son héritage, à ses images ne s'imposait-il pas ? La commémoration du 6 juin 1944 s'impose comme une nécessité vitale. Les peuples sans histoire n'ont guère d'avenir devant eux. Seule une certaine conception de l'écologie, la *deep ecology*, manifeste une hostilité totale à l'Histoire dès lors que l'action humaine se résumerait au saccage de la nature et celle-ci ne pourrait que se venger en anéantissant cette espèce humaine malfaisante.

Et puis n'avons-nous pas assisté au retour de l'Histoire à l'encontre de ce qu'on nous avait prédit à la chute du mur de Berlin ? Les guerres en Ukraine, au Proche-Orient et dans d'autres régions de la planète nous rappellent brutalement que, selon le mot de René Girard, nous ne pouvons nous séparer de la violence, et que si nous nous en séparons, elle se charge de nous rattraper. C'est une bien triste redécouverte que celle qui passe à nouveau par les guerres meurtrières, mais ce n'est que le recours à notre condition d'humanité marquée au flanc par une faute originelle.

Certes, il est d'autres façons plus gratifiantes de recouvrer notre passé, à travers les richesses accumulées des civilisations, la conscience de la possibilité de progresser dans l'affinement des mœurs, comme l'a montré Norbert Elias. L'Europe née de l'après-guerre n'a-t-elle pas été élaborée à partir de la volonté de mettre fin à ses guerres intestines ? Certes, mais il avait fallu que les pires totalitarismes fussent vaincus par la force militaire pour qu'on obtienne un continent pacifié. Et celui-ci est revenu à la réalité en se rendant compte que la paix se défend par la force des armes.

Par ailleurs, l'Europe est inconcevable sans les nations qui la composent et ne saurait se projeter dans l'avenir qu'en se fondant sur ses richesses patrimoniales. Les romans nationaux demeurent les vecteurs de l'imaginaire qui anime la vie intérieure des peuples. Et c'est de leur accord et non de leur destruction que dépend un avenir plus fort de ses richesses que de ses refus. ■

► Sur la notion d'imaginaire, on peut toujours se référer à l'essai majeur de Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Le Seuil (1975).

Écologistes : la débâcle européenne

Les urnes n'ont octroyé que 5,4 % des votes aux écologistes. On peut comprendre la déception de ceux qui comparent ce résultat à celui des élections européennes antérieures. Les législatives vont-elles leur offrir une chance de rattrapage ?

Rappelons quelques chiffres fondamentaux. S'il est bien une constante dans les résultats des partis écologistes, quels qu'ils soient, c'est cet étiage de 5 % : depuis la présidentielle de 1974 (1,32 %) jusqu'à celle de 2022 avec Yannick Jadot (4,76), ce socle électoral de 2 à 5 % s'est toujours maintenu, avec l'apport épisodique de protestataires ayant choisi de leur donner leurs votes (7,13 % à la présidentielle de 2002 et 19,91 % aux européennes de 2009) : mais un tel appui n'avait pas grand-chose à voir avec l'écologie, mais tout avec la conjoncture politique générale et les autres candidats.

Voilà qui pose question : pourquoi les partis écologistes ne peuvent-ils pas dépasser ce socle de 5 % alors que le risque écologique se fait prégnant, que le réchauffement climatique, longtemps occulté, se manifeste tous les jours, que la pollution insidieuse (micro-plastiques, polluants éternels, perturbateurs endocriniens, métaux lourds, etc.) est répandue dans tout ce que nous touchons, consommons, respirons ? Les Français en sont conscients et font des efforts pour changer de comportement. Qui aurait pu imaginer, il y a 20 ans, le succès du vélo, de la trottinette, du tri sélectif, etc. ? Cette contradiction entre le souci du citoyen pour l'environnement et l'indifférence de l'électeur aux partis qui sont censés le défendre mérite qu'on s'y intéresse.

Il faut donc tenter de s'y retrouver, et ce n'est pas facile, dans cette « nébuleuse écologique ». Historiquement, elle s'est appuyée tout d'abord sur des associations de protection de la nature bien implantées et généralement « naturalistes », puis s'est organisée lors de l'opposition au nucléaire. De là ont surgi les divers mouvements écologistes autour de personnalités ou de sujets de lutte. On ne compte plus les leaders écologistes qui se sont succédé à la tête de ces mouvements et en ont été le plus souvent proprement « éjectés ».

Les partis écologistes représentent une première partie de cette nébuleuse. Un rapide décompte nous en donne plus d'une vingtaine, qui scissionnent et fusionnent à qui mieux mieux. Ils sont issus de toutes les tendances politiques, de la gauche à la droite, du nucléaire à la défense des animaux, de la métropole et des régions d'outre-mer. Il y a bien sûr « EELV », issu de la fusion des Verts et d'Europe Écologie, qui représente le gros des bataillons de militants politiques. Mais on y trouve aus-



R. J. J. GEORGES - WIKIPEDIA

si des organisations plus confidentielles et ciblées : le Parti animaliste ; le Mouvement Homme Animaux Nature (devenu Les Universalistes) ; Génération.s ; le Mouvement antinucléaire ; le Parti pour la Décroissance ; des mouvements régionaux (« Heinua-les Verts » en Polynésie ; « Les Verts Pacifique » en Nouvelle Calédonie) ; etc. Sans oublier les mouvements sociétaux qui gravitent autour de cette nébuleuse, pour lesquels les luttes doivent être intersectionnelles et ne séparent pas l'environnement de la cause des femmes, de la décolonisation, du wokisme, etc.

Sans surprise, cest souvent hors des partis et des ministères écologiques que les progrès les plus nets ont été obtenus.

Puis, deuxième nébuleuse, les écologistes « gouvernementaux » : qui se souvient des quarante-quatre ministres et secrétaires d'État qui se sont succédé au fauteuil de l'écologie depuis que ce poste existe (dix d'entre eux n'y seront d'ailleurs pas restés six mois) ? Si quelques personnalités restent dans nos mémoires comme Brice Lalonde, Corinne Lepage, Nicolas Hulot, Nathalie Kosciusko-Morizet, quel souvenir gardons-nous de Nelly Olin, Serge Lepelletier, Nicole Bricq, et même des très récentes Bérengère Couillard et Sarah El Hair ? « C'est peut-être ce qu'on retient de ces cinquante ans (malgré les avancées et les engagements) : le manque d'argent, la pression des lobbys, les galères et les renoncements » (1).

Sans surprise, c'est souvent hors des partis et des ministères écologiques que les progrès les plus nets ont été obtenus. Car en dehors de cette multitude de partis, sous-partis, branches, scissions, tendances, ministères évanescents, etc., on trouve en France une troisième nébuleuse : celle des associations. Les plus connues sont les organisations non gouvernementales internationales, comme Greenpeace, le WWF, Sea Shepherd... Toutes ont des branches nationales et attirent de nombreux militants. Ces ONG ont des moyens financiers considérables qui leur permettent de réaliser des actions à l'audience mondiale : les plus anciens se souviennent du succès des actions menées par Greenpeace, qui ont abouti à l'interdiction de la pêche baleinière. Mais il existe aussi un grand nombre d'associations proprement nationales, parfois généralistes (France Nature Environnement, les Amis de la Terre), souvent plus sectorielles (Planète Mer, Ligue pour la protection des oiseaux...), dont les réseaux sont fortement implantés dans notre pays.

Que retirer de ce méli-mélo ? La première observation, c'est que l'efficacité écologique de ces mouvements qui mélangent tout est ridiculement faible, puisque le citoyen ne s'y reconnaît pas. Voilà qui explique que ce socle de 5 % n'ait jamais pu être réellement dépassé.

La deuxième est qu'il est indispensable de définir une « Écologie politique ». Nos problèmes écologiques actuels sont la conséquence de politiques socio-économiques : l'ultralibéralisme, la position strictement financière de l'économie mondiale (et nationale), le choix délibéré d'indicateurs fondamentalement absurdes (le PIB, la croissance sur des critères choisis par le FMI, etc.). Cela exige des révisions des politiques nationales et internationales. Il s'agit donc bien de politique : mais de politique écologique, en aucun cas de politique écologiste.

La troisième, c'est que si les informations scientifiques sont bien documentées et leurs conclusions claires, s'il existe de nombreuses actions efficaces au niveau local, rien de vraiment sérieux ne se fait au niveau national ou international. Dans de prochains articles nous tenterons de démêler cet imbroglio pour concevoir une écologie politique fondée sur des réalités écologiques. Les connaissances, les propositions, les activités individuelles et collectives ne manquent pas. C'est à partir d'elles que nous pourrions enfin avoir des politiques écologiques claires et acceptées par les citoyens. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). <https://www.radiofrance.fr/franceinter/de-borloo-a-hulot-10-personnalites-passees-par-le-ministere-galere-de-l-environnement-en-50-ans-7731227>

Les aventures de Sir Arthur Conan Doyle

Romancier et critique littéraire, François Rivière est aussi un excellent biographe des grands maîtres du roman policier. Il le confirme avec l'ouvrage qu'il vient de publier sur le père de Sherlock Holmes.

Naguère, à l'époque où François Rivière avait l'âge de jeter des pavés sur les CRS, « l'addiction à la fiction policière » était souvent « un remède à une certaine mélancolie de l'adolescence ». La lecture compulsive de romans à mystère ou énigmes permettait, par l'imagination, de s'extraire du monde, de vivre d'exaltantes aventures, pour ensuite mieux revenir à la réalité, en étant enfin apte à supporter son inquiétante étrangeté. Aujourd'hui, d'autres addictions – par exemple celle aux réseaux dits sociaux – ont remplacé les longs moments passés en compagnie d'Hercule Poirot ou du commissaire Maigret. Et pas sûr que nos sociétés aient gagné au change.

Comme nombre d'ados, l'auteur de ces lignes, qui a échappé à la « révolution Internet », est devenu accro à cette drogue dure qu'est la fiction policière. En commençant par les « Romans de la nuit » du Lyonnais Frédéric Dard, une série d'histoires publiées entre 1956 et 1966 et reconnaissables à



Sir Arthur Conan Doyle. Statue à Crowborough.

leurs thèmes, leurs intrigues et leurs schémas narratifs – comme le définit très bien le site toutdard.fr. Ces romans figuraient en bonne place dans la bibliothèque familiale. Un jour d'ennui profond, il ne s'est pas méfié, il en a ouvert un et ne s'est arrêté qu'après en avoir ingéré l'intégralité. Cela dit, ses plus grands instants d'extase, c'est ensuite, avec les aventures de Sherlock Holmes, de Sir Arthur Conan Doyle, qu'il les a connus.

On savait, depuis sa magistrale biographie intitulée *Frédéric Dard ou la vie privée de San-Antonio* (Fleuve éditions,

1999), que François Rivière connaissait très bien le premier. On savait même que « la reine du crime » n'avait plus de secrets pour lui (*Agatha Christie. La romance du crime*, Éd. de La Martinière, 2012). Mais on était loin de se douter qu'il vouait aussi un culte au père de Sherlock Holmes, du docteur Watson et, on l'oublie trop souvent, de nombreux autres personnages.

Car ce fut un peu le drame de ce médecin d'origine écossaise : le détective privé qu'il a créé en s'inspirant de son maître à la faculté de médecine, ce professeur Joseph Bell dont

l'art de la déduction fascinait ses étudiants, a quelque peu effacé le reste de son œuvre. Certes, les royalties procurées par la publication des aventures du duo logeant au 221 B Baker Street lui ont permis de vivre à l'abri du besoin. Mais *Le Chien des Baskerville* (1901), l'un des trois plus grands romans policiers de tous les temps, a occulté *Le Monde perdu* (1912), un récit fantastique aussi surprenant que captivant, et tant d'autres écrits moins populaires sur lesquels il comptait pour assurer sa gloire littéraire.

Pour donner une chance au reste de son œuvre, Conan Doyle a tenté de tuer Sherlock, sans le moindre état d'âme, en le faisant tomber d'une falaise, après un face à face dans l'Oberland bernois avec son mortel ennemi, Moriarty. Mais c'était sans compter sur le droit que s'est arrogé son public d'alors, complètement accro, d'exiger le retour de sa créature cocaïnomanie comme du « bon docteur Watson ». Et d'oublier la morale du Frankenstein de sa compatriote Mary Shelley (1818), à savoir qu'une créature finit toujours par échapper à son créateur. ■

ANDRÉ PIERRE.

► François Rivière, *Arthur Conan Doyle. L'histoire extraordinaire du créateur de Sherlock Holmes*, Tallandier, 2023.

Poésie

■ Prier avec Léonard. – Décédé en 2016, à l'âge de 82 ans, quelques années après son grand retour sur scène, l'auteur-compositeur Leonard Cohen, il faut s'en réjouir, n'est pas tombé dans l'oubli depuis. Il fait même l'objet, ces dernières années, d'un intérêt croissant.

En France, c'est Philippe Girard, avec la magnifique bédé biographique qu'il lui a consacrée (*Leonard Cohen. Sur un fil*, Casterman, 2021), qui a entretenu la flamme. Dans cette dernière, Cohen était campé en artiste flegmatique, habité de questions métaphysiques, connecté à un arrière-monde invisible dans lequel il puisait aussi bien ses textes



troublants que ses mélodies entêtantes. Il y apparaissait aussi comme un éternel amoureux, de la vie comme de ses femmes, dont sa muse : l'incontournable Marianne (Ihlen).

Au niveau mondial, c'est un documentaire de Daniel Geller et Dayna Goldfine (*Hallelujah, Les mots de Leonard Cohen*, 2022) qui a assis la légende du poète canadien. En effet, en racontant la tortueuse histoire de cet hymne qui faillit d'abord ne jamais voir le jour, avant de devenir une chanson phare qu'on a (trop) longtemps attribuée au guitariste et chanteur Jeff Beck (1944-2023), les deux réalisateurs ont aussi fourni une passionnante exégèse de ce texte fascinant, comme le sont presque tous les textes de Cohen, qu'il s'agisse de ses poèmes, de ses chansons ou de ses romans. Car Cohen a aussi écrit des romans, dont le fameux *Beautiful Losers*

(en français, *Les Perdants magnifiques*) qui lui a d'ailleurs valu à sa parution en 1966 cette critique élogieuse : « James Joyce n'est pas mort. Il vit à Montréal sous le nom de Leonard Cohen. »

Très récemment, c'est le romancier, compositeur et essayiste Laurent Cohen qui a fait avancer de façon décisive la cohenologie avec son étude intitulée *Leonard Cohen. Poète mystique*. Issu d'une famille juive d'origine polono-lituanienne, de tradition ashkénaze, Leonard Cohen avait un père rabbin, qu'il a perdu très jeune. Cette figure paternelle a néanmoins eu le temps de lui transmettre la passion des livres et, plus particulièrement, de la Torah. La lecture qu'il en a faite, qu'il a enrichie de celle des Évangiles sous l'influence de sa nourrice irlandaise, mais aussi de son attirance pour le bouddhisme zen, se retrouve dans ses textes. Qu'il s'agisse de

prière, d'anges, de silence, du roi David, de Jésus, de l'amour, de Jérusalem, des voies de la sainteté, de la rédemption malgré la chute, écouter Leonard Cohen, c'est d'une certaine façon entrer en religion. La plupart des mots qu'il utilise, la plupart du temps à double sens, sont d'origine biblique. Ils cherchent à leur façon la connexion avec le divin. L'intérêt de l'essai de Laurent Cohen est de le dévoiler, évidemment, mais aussi de l'illustrer à l'aide d'exemples précis, puisés dans une œuvre qu'il connaît parfaitement. Ce faisant, il rend aux textes de Leonard Cohen une complexité et une profondeur dont l'apparente simplicité de sa musique pourrait détourner.

A. P.

► Laurent Cohen, *Leonard Cohen. Poète mystique*, Nouvelle Cité, coll. « Prier 15 jours avec », 2023.

Raymond Marin

Dès l'occupation de Paris, de petits groupes refusent la soumission. Évidemment, la résistance n'est pas née organisée, unie, derrière des chefs autoproclamés. Nous avons déjà croisé La Vérité française de Jean de Launoy (voir *Royaliste* n° 1190) et Maurice Dutheil de La Rochère (voir *Royaliste* n° 1192), sans oublier les groupes autour du réseau du Musée de l'Homme, etc. De la même manière, quelques militaires, quelques politiques rédigent des manifestes pour rallier les premiers insoumis.

En août 1940, un industriel, Maurice Ripoche (1), ancien capitaine d'aviation (Club des aérophiles), ingénieur de l'Institut catholique de Lille, etc., organise dans son quartier avec Pierre Beuchon, Maurice Daguiet et Yves Chabrol, pharmacien, une réunion chez Maurice Nore qui tient le bureau de tabac au 5, avenue d'Orléans. Ainsi va naître le mouvement Ceux de la Libération (CDLL) qui sera représenté aux assemblées constituantes en 1944 et dont plusieurs membres seront fait compagnons de la Libération.

Le 2 août, Ripoche rédige un manifeste patriotique dont le réquisitoire est très proche des thèmes pétainistes (dénonciation de la III^e république, des étrangers, des traîtres communistes, etc.), idées puisées dans la doctrine du Parti social français (PSF) dont un grand nombre de membres du CDLL ont fait partie avant guerre.

Dans une famille de la petite bourgeoisie parisienne, en 1912, naît Raymond Marin. Pendant ses études, il se rapproche de l'Action française. Il affirmera à plusieurs reprises avoir appris le patriotisme dans les écrits de Charles Maurras. Après les événements du début des années 30, le jeune Raymond quitte l'AF et rejoint la grande galaxie des mouvements de droite. Devenu journaliste, il collabore au journal de Camille Aymard, repris par Désiré Ferry, *La Liberté*, proche de Louis Marin et André Tardieu. Le journal est racheté en 1937 par Jacques Doriot qui vient de fonder le Parti populaire français (PPF). Raymond Marin, refusant de servir de paillasson aux communistes, démissionne et reprend une imprimerie dans le faubourg Saint-Antoine.

Marié et père de deux petites filles, il est appelé sous les drapeaux dès 1939. Après treize jours de combat, dans une section de batterie anti-char, il est fait prisonnier. Interné au Frontstalag Mondésir près d'Orléans, le 2 septembre, il prend le train pour l'Allemagne. Raymond Marin s'évade et retrouve sa famille deux jours après à Paris.



Sa jeune femme, qui vient de perdre son frère dans les combats de mai-juin, le dissuade de partir en Angleterre. Raymond décide de reprendre son imprimerie légale et monte en même temps un atelier clandestin qui lui permet de fabriquer pour lui-même un faux ordre de démobilisation. Il retrouve son ancien colonel et imprime des faux papiers pour les soldats français et étrangers... Par ses contacts militaires, il fait la connaissance du capitaine Maurice Savourey, comme lui ancien artilleur, qui dirige le service du renseignement du CDLL de Ripoche. Ce dernier lui propose de fabriquer des faux documents pour le mouvement...

Par conviction et pour protéger ses actions clandestines, le bon monsieur Raymond Marin reprend les éditions de La Nouvelle France (2) et édite une série de beaux livres dans une collection au titre très pétainiste, « *La Vie exaltante* », à la gloire des héros du passé. Cela lui évitera bien des désagréments.

L'arrestation de Savourey (mars 1942) fait entrer Marin à l'état-major clandestin du CDLL. Époque où le mouvement s'élargit et fait sa jonction avec Turma-Vengeance, réseau de résistance intérieure, fondé à Paris en janvier 1941 par Victor Dupont, Raymond Chanel, médecins, et François Wetterwald, chirurgien. Le premier accord de Vengeance avec Ceux de la Libération date de juin 1943. L'ensemble de l'organisation paramilitaire (Vengeance et CDLL) passe sous le commandement de Wetterwald.

Le 6 juin 1943, une partie de l'état-major du CDLL est arrêtée à Chatou. Dans la continuité, la Gestapo se présente à l'imprimerie-maison d'édition, perquisitionne mais ne trouve rien. Raymond Marin est pourtant arrêté, jeté en prison à Fresnes, où il subit plusieurs interrogatoires. Sa femme, enceinte de leur troisième fille, fait des pieds et des mains pour sortir son mari. Faute de preuves, il est libéré le 29 octobre 1943.

Dès sa libération, malgré la surveillance policière, l'infatigable résistant n'en continue pas moins ses actions. Suite à la dissolution de l'armée, il embauche plusieurs militaires d'active (ORA) dans sa maison d'édition légale et participe à l'édition clandestine du journal du CDLL *Ceux de la Libération*, qui prend en juin 1944 le titre *La France libre*.

En août 1944, à Paris, la libération est manipulée par les hommes du Parti communiste. Malgré la nomination du colonel de Marguerittes et de son adjoint, le royaliste Massiet-Dufresne comme chef des FFI de la Seine, les FTP du colonel Fabien agissent contre les ordres de Londres. Chaban-Delmas donne l'ordre au colonel de Marguerittes de passer à l'action. À l'instant de la Libération, Marin, prévenu des arrestations imminentes, plonge dans la clandestinité et rejoint les groupes Vengeance. Retrouvant l'action, il participe physiquement à la défense de l'Institut de géographie de l'Armée. Le groupe neutralise la centrale électrique de Vitry.

Le 25 août 1944, les résistants (non communistes) poursuivent leurs actions sous les ordres de Massiet-Dufresne. Ils prennent le château d'eau de la rue d'Eylau, participent à la prise de l'hôtel Majestic avec la 2^e DB de Leclerc. Le lendemain, Marin prend la direction d'un service de Sécurité militaire jusqu'au 15 octobre 1944.

Après guerre, Raymond Marin poursuivra son travail d'éditeur. Mais, chaque fois qu'il le pourra, il protestera contre l'interprétation officielle de la libération et de l'épuration. Refusant de reconnaître la part prédominante du Parti communiste, contestant la trahison du Maréchal, etc. En 1946, recevant les enquêtrices du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, il leur déclare : « *Vous n'avez pas l'impression de nous associer à un énorme bluff en entreprenant de rassembler des documents sur la Résistance ?* » ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre : Jean de Lattre de Tassigny.)

(1). Maurice Ripoche (1895-1944) est arrêté en décembre 1942. Déporté à la prison de Derendorf (Allemagne), il est décapité entre le 18 et le 20 juillet 1944.

(2). Raymond Marin a publié, de 1943 à 1947, 42 ouvrages dont une quinzaine d'inédits. La collection « *La Vie exaltante* » semble très « traditionaliste » et « nationaliste ». Après la Libération, il édite des auteurs gaullistes, tel Jacques Debû-Bridel, des résistants, comme Paul Achard. Le dernier ouvrage de la collection, le n° 42, semble être *Matterhorn* de Joseph Peyré, en 1947.



Brèves royales

■ **30 mai. Sofia.** – Retour au palais royal de Vrana, de la dépouille de Ferdinand I^{er}, tsar des Bulgares, en présence de son petit-fils Siméon II, de trois de ses arrière-petits-enfants, les princes Kyril et Konstantin, la princesse Kalina, accompagnée de son fils Siméon. Le gouvernement avait fourni l'avion militaire qui a rapatrié le cercueil depuis Cobourg (Allemagne) où le roi, né de Saxe-Cobourg, s'était retiré après son abdication en 1918 jusqu'à sa mort en 1948. Une garde d'honneur et quelques officiels participaient à la cérémonie bien que privée.

Ferdinand, fils d'une fille du roi Louis-Philippe, Clémentine d'Orléans, et époux de Marie-Louise de Bourbon-Parme, avait été appelé par l'Assemblée bulgare comme « *prince régnant* » en 1887, puis roi à l'indépendance complète en 1908. Pendant la Première Guerre mondiale, il avait choisi en octobre 1915 le camp des Empires centraux, ce qui le conduisit à abdiquer en 1918 au profit de son fils Boris III, qui était marié à une fille du roi Victor-Emmanuel d'Italie, décéda dramatiquement en 1943 et laissa sur le trône un enfant de six ans, Siméon, aujourd'hui âgé de 86 ans. La monarchie fut abolie en 1946 par le régime communiste, mais Siméon n'a jamais officiellement abdiqué.

Le 6 avril dernier, Siméon avait fait rapatrier le corps de son fils aîné, le prince héritier Kardam, décédé accidentellement en 2015 à Madrid.

■ **1^{er} juin. Koweït.** – Désignation par l'émir Mechaal, 83 ans, du prince héritier en la personne de son cousin (et neveu par alliance), le cheikh Sabah al-Khaled al-Hamad al-Sabah, 71 ans, ex-ministre des Affaires étrangères et ex-Premier ministre (2019-2022). Celui qui devrait régner sous le nom de Sabah V serait le premier émir issu de la branche Hamad, du nom du cinquième et dernier fils du grand cheikh Moubarak. L'émir Mechaal et ses trois prédécesseurs descendaient du fils aîné de Moubarak, Jaber. L'émir et le prince héritier sont tous deux, au même degré, des arrière-petits-fils de Moubarak (décédé en 1915).

■ **4 juin – Mysore.** – Élection à la Chambre indienne des députés (Lok Sabha), dans la circonscription de Mysore (Mysuru), au sud de l'Inde, dans l'État du Karnataka (capitale : Bangalore), de Yaduveer Krishnadatta Chamaraja Wadiyar, 27^e roi de Mysore, couronné en 2015. Âgé de 32 ans, il se présentait au titre du parti

du Premier ministre Narendra Modi, le BJP.

Cinq autres descendants d'anciennes familles royales ont été élus, notamment à Gwalior (État de Madhya Pradesh), Dholpur et Udaipur (dans l'État du Rajasthan).

Lors de l'indépendance, en 1947, les Indes comptaient 562 États princiers, abolis en 1956 par le gouvernement de New Delhi.

■ **6 juin. Omaha Beach.** – Présence de sept monarchies européennes aux commémorations du débarquement en Normandie : le roi Charles III, la reine Camilla et le prince héritier William ; le roi Philippe de Belgique et la reine Mathilde ; le roi Wilhelm-Alexander des Pays-Bas et la reine Maxima ; le roi Christian X de Danemark ; le grand-duc Henri de Luxembourg ; le prince Albert II de Monaco ; le prince héritier Haakon de Norvège. Charles et Haakon avaient revêtu l'uniforme militaire.

MARIE-JO YORK.

Royaliste

Sommaire du n° 1281 du 19 juin 2024.

Page 1 Racket. **Page 2** La haine et la peur intriquées. Sur le mur de Jean Chouan. **Page 3** Avec lui, le chaos. La politique au crible. **Page 4** Une loi agricole nettement insuffisante. La quinzaine sociale. **Page 5** Un geste létal et fraternel pour le PS. **Page 6** Des européistes soulagés. Voix étrangères. Les Faits marquants. **Page 7** La démocratie du futur. **Pages 8-9** Après le néolibéralisme, comment reconstruire ? **Page 10** Souffrir au travail. Dans les revues. **Page 11** Roman national et imaginaire. **Page 12** Écologistes : la débâcle européenne. **Page 13** Les aventures de Sir Arthur Conan Doyle. Poésie. **Page 14** Raymond Marin. **Page 15** Brèves royales. Communiqués. Patrice Le Roué. **Page 16** Macron en perte de contrôle.

Numéros spéciaux

Nous informons nos amis abonnés, lecteurs et sympathisants de *Royaliste* et de la NAR qu'en raison de l'actualité politique importante, nous avons décidé de reporter la date de parution de notre n° 1282 – Spécial été, du 3 juillet au 10 juillet, afin que celui-ci intègre notre analyse des résultats du deuxième tour des élections législatives, si importants pour notre pays et notre nation.

Par ailleurs, nous vous adresserons deux numéros spéciaux de 2 pages, uniquement en pdf et par mail, le 26 juin et le 3 juillet, pour vous communiquer la position de notre comité directeur.

In memoriam



Notre ami **PATRICE LE ROUÉ** nous a quittés le 13 juin 2024 à l'âge de 67 ans, après un cancer. Il était président du comité directeur de la NAR et connu des abonnés de *Royaliste*, notamment sous le pseudonyme de Nicolas Palumbo.

Par son intelligence et sa très large culture, son esprit de paix et sa modestie, il avait su se rendre indispensable et irremplaçable partout où on lui a confié les responsabilités éminentes qu'il n'a jamais cherchées mais qu'il a toujours exercées avec le plus grand sérieux.

Arrivé à la NAR, avec son frère Didier, tout jeune étudiant, il y a déployé ses qualités dans de multiples aventures, comme celle de l'imprimerie de la rue des Petits-Champs dont il était le conducteur offset, ou celle du magazine *Dynastie* (avec Stéphane Bern, Philippe Delorme, Bertrand Dumas de Mascarel...) dont il était l'un des photographes. Il fut journaliste à l'hebdomadaire *France catholique* (avec Gérard Leclerc et Frédéric Aimard). Sa formation supérieure en économie (mais il avait aussi étudié l'urbanisme et le cinéma) s'est montrée très utile au service du syndicalisme chrétien de la CFTC.

Notre peine est infinie. La mort exemplaire de Patrice, qui a été si remarquablement entouré par sa femme Isabelle, ses enfants et toute sa famille, ainsi que par ses innombrables amis, dans l'espérance et la sérénité, nous édifie et nous oblige.

Ses obsèques auront lieu en l'église du Saint-Esprit, 186 av. Daumesnil 75012 Paris, le jeudi 20 juin 2024 à 14h30.

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L. 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournaldunouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Publié par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Édité par SPFC-ACIP

Siret 41838214900015

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.

CPPAP n° 0425 D 84801

(30/04/2025)

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (25 €) ☐ SIX MOIS (40 €) ☐ UN AN (65 €) ☐ UN AN SOUTIEN (135 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3000 4001 8700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.



Par Bertrand Renouvin

Macron en perte de contrôle

Pour remédier à la crise politique déclenchée au soir du 9 juin, il faut remonter à sa cause immédiate qui est plus institutionnelle que personnelle. Depuis l'adoption du quinquennat, le président de la République défini dans sa fonction arbitrale n'a plus d'existence symbolique ni réelle. Nicolas Sarkozy se comporta en Premier ministre et chef de parti, François Hollande fut « insouverain », et l'élu de 2017 et 2022 gère un pouvoir managérial abusivement concentré.

Au-delà des polémiques et des interprétations psychologiques, il faut souligner une nouvelle fois que les institutions politiques sont des systèmes de médiation indispensables : elles contiennent la violence politique – c'est l'une des fonctions du Parlement – et elles garantissent les autres médiations (administratives, communales, syndicales, artisanes...) qui permettent de maintenir la paix civile. Emmanuel Macron n'a jamais voulu comprendre ce système vieux comme le monde : théoricien de la disruption, il n'a cessé d'agir en dynamiteur des institutions et de la société.

La dissolution est une prérogative qui permet de surmonter un blocage politique ou de trancher un débat dans le pays. Elle pouvait être mise en balance avec le recours au référendum l'an dernier, lors de la bataille des retraites. Mais elle n'était en rien justifiée par le résultat d'élections au Parlement européen, marquées par un taux d'abstention de 48 % qui limite la poussée du Rassemblement national. L'auteur de la manœuvre a avoué une blessure d'orgueil et il est manifeste qu'il veut rester au centre du jeu politique : après avoir été le propagandiste en chef de la liste Renaissance, il a lancé la campagne de la majorité présidentielle le 11 juin lors d'une interminable conférence de presse.

La suite des événements a montré qu'Emmanuel Macron perdait très rapidement le contrôle de la situation générale. Des ministres furieux et des députés qui se détournent de lui. La gauche s'est rassemblée alors qu'il pariait sur la dispersion de ses forces en raison de la brièveté de la campagne. L'éclatement de la droite libérale risque surtout de profiter à Marine Le Pen en quête d'un « gouvernement d'union nationale » susceptible de faire baisser la tension dans le pays.

La crise politique – qui est une crise du Politique – accentue la déstabilisation de la société française meurtrie par de multiples violences. À l'irresponsabilité d'Emmanuel Macron qui provoque les citoyens, attise leurs conflits et insulte ses adversaires de gauche depuis l'Italie en les traitant de fous, vient s'ajouter l'irresponsabilité de partis et de syndicats qui appellent à mani-

fester sans avoir les moyens d'empêcher les exactions groupusculaires. Invoquant la lutte contre un fascisme imaginaire, ils fabriquent ou confortent des voix pour le Rassemblement national.

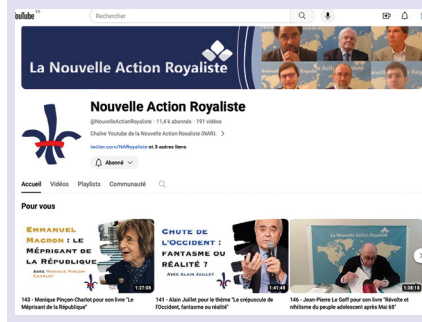
Absorbés par leurs calculs et livrés à leurs pulsions, les dirigeants politiques oublient les émeutes urbaines de l'été dernier, les événements incontrôlables qui accablent Mayotte et le chaos qui a frappé la Nouvelle-Calédonie. Les incendies couvent mais on y jette de l'essence tout en surveillant les sondages. Portée à ce niveau, l'irresponsabilité devient criminelle.

Comme on s'y attendait après la dégradation de la note de la France par Standard & Poor's, la logique spéculative qui anime les marchés financiers pousse à l'augmentation du taux d'intérêt sur les obligations d'État. L'écart avec le taux allemand (*spread*) se creuse et continuera de se creuser en fonction de l'instabilité politique qui s'ajoute à la mauvaise santé économique du pays, soulignée par la baisse de la productivité. Invoquer la dure loi des marchés et leurs capacités de sanction ne convaincra que les bénéficiaires du capitalisme rentier. La plupart des citoyens y verront la preuve de la dépossession collective et de l'impuissance publique.

Quant au résultat des élections législatives, les scénarios dont on discute du matin au soir sont fragilisés par une éventuelle aggravation des violences de rue et par les réactions hypothétiques de la spéculation financière. Il est improbable qu'Emmanuel Macron réunisse par sa façon de gouverner une majorité parlementaire conforme à ses vœux. La dissolution ayant ruiné la thèse d'un quinquennat écartant la possibilité d'une cohabitation, le jeu de l'Élysée sera limité face à un Premier ministre issu d'une majorité de droite ou de gauche, mais le Jupiter entravé a les moyens de mener une guérilla qui achèvera de détruire l'État.

La confrontation violente entre les forces politiques conduira, dans les semaines qui suivront les élections, à un constat qu'il est déjà possible d'établir. Qu'il soit issu du Nouveau Front populaire ou plus probablement du Rassemblement national, le nouveau gouvernement sera obligé de se soumettre aux contraintes de l'Union européenne, auxquelles pourrait s'ajouter le déchaînement de la spéculation internationale. C'est alors que se poseront les questions cruciales de la reconquête de la souveraineté et de la politique économique et sociale qui en procèdera. Tout en veillant à ne rien faire ni dire qui puisse favoriser les logiques violentes, nous devons dès à présent rappeler que les bases du programme commun de la reconstruction nationale ont déjà été pensées et posées. ■

La chaîne YouTube de la NAR compte plus de 12 000 abonnés !



Vous pouvez y consulter en libre accès plus de 150 conférences et entretiens. Parmi les plus récents :

- 24 avril : Daniel Bachet & Gilles Ringenbach : *Refonder l'entreprise et son modèle.*
- 8 mai : Jean-Clément Martin sur son livre : *La Grande Peur de 1789.*
- 15 mai : Denis Collin : *Comment peut-on encore être marxiste ?*
- 22 mai : Philippe Cayla et Jacques Rigaudiat : *Penser l'alternative.*
- 29 mai : Maxime Tandonnet sur *André Tardieu.*
- 5 juin : Gilles Amiel de Ménard sur son livre *La Démocratie sans l'État : Histoire d'une Impasse.*

Pour se connecter : www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste